



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Réf : PV-177E0019-11806-  
20230720  
177E0019

**PROCÈS-VERBAL  
DE LA  
Commission d'arrondissement ERP Lorient**

pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique  
dans les Établissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur

-----  
**20/07/2023**  
-----

**Visite périodique du 08/06/2023**

**LX ESPACE KOZH KASTELL (SALLE DES FETES ET VESTIAIRES) BIEUZY LANVAUX**  
GOH CASTEL  
56330 PLUVIGNER  
-----

Type L X 4<sup>ème</sup> catégorie  
Effectif : 245  
-----

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles R 143-1 à R 143-47, R 157-1 et R 157-4,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public (ERP),

Vu l'arrêté du 5 février 2007 modifié portant approbation des dispositions particulières du type L (Salles à usage d'auditions, de spectacles, de réunions ou à usages multiples)

Vu l'arrêté du 04 juin 1982 modifié portant approbation des dispositions particulières du type X (Établissements sportifs couverts),

Vu le décret n° 95.260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral du 24 avril 2023 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2022 relatif au fonctionnement de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et des commissions d'arrondissement,

Vu le rapport du SDIS56 du 08/06/2023, présenté aux membres de la Commission le 20/07/2023.

## **I. DESCRIPTION**

### **2.1 Historique**

-Visite d'ouverture en 2018

#### **- Dérogation N°1 : 09/01/2018**

Objet de la demande : Déclassement d'un local à risques importants en local à risques moyens

Article dérogé : CO 28§1

Le pétitionnaire sollicite une dérogation pour déclasser le local de stockage des tables et des chaises de la salle polyvalente en local à risques moyens. En effet, en application de l'article L 8, les locaux de dépôts de matériel de plus de 50 m<sup>3</sup> sont considérés comme des locaux à risques importants

En compensation, le pétitionnaire met en avant d'une part que le local en question est destiné au stockage des tables et des chaises nécessaires à l'usage de la salle et dont le potentiel calorifique est faible et d'autre part il avance que le volume du local n'est que de 56 m<sup>3</sup>. Par ailleurs, il présente en mesure compensatoire que la salle dispose de 5 unités de passage au lieu de 3 exigibles.

La demande de dérogation porte sur les conditions d'isolement d'un local à risques. L'objectif des locaux à risques est d'éviter la propagation de l'incendie au-delà de ces volumes pendant une durée déterminée. Dans le cas présent, la nature du stockage est de faible potentiel calorifique. De plus, le déclassement en local à risques moyens permet tout de même de mettre en place un isolement par des cloisons coupe-feu de degré 1 h et un bloc-porte coupe-feu de degré 1/2 h muni d'un ferme-porte.

Enfin, le local dans lequel débouche ce volume de stockage est à rez de chaussée et est excédentaire en nombre d'unité de passage.

Dès lors, au vu de ces éléments favorables, la demande de dérogation peut être acceptée sous réserve que le local ne serve que de stockage de tables et de chaises.

### **2.2 Descriptif de l'établissement**

L'établissement de construction traditionnelle sur deux niveaux comprendra :

**Au rez-de-jardin**: l'espace foot de 286 m<sup>2</sup>, en type X

- 4 vestiaires/douches "joueur" (121.53 m<sup>2</sup>),
- 2 vestiaires/douches "arbitre" (11.08 m<sup>2</sup>),
- 2 locaux "délégué" (15.28 m<sup>2</sup>),
- 2 locaux rangement (16.74 m<sup>2</sup> et 19.27 m<sup>2</sup>),
- 1 local technique de 26.45 m<sup>2</sup>,
- 1 local ménage de 5.18 m<sup>2</sup>,
- 1 local infirmerie de 7.02 m<sup>2</sup>,
- Des sanitaires.

**Au rez-de-chaussée**: l'espace salle des fêtes (associative) de 296 m<sup>2</sup>, en type L

- 1 hall d'entrée de 31.11 m<sup>2</sup>,
- 1 salle des fêtes de 160.21 m<sup>2</sup>,
- 1 local rangement de 24.77 m<sup>2</sup>,
- 1 local préparation de 17.12 m<sup>2</sup>,
- 1 local plonge de 10.75 m<sup>2</sup>,
- 1 local poubelle de 5.53 m<sup>2</sup>,
- 1 local stockage de 4.43 m<sup>2</sup>,
- 1 local ménage de 5.26 m<sup>2</sup>,
- des vestiaires et sanitaires

### **2.3 Descriptif sécurité :**

#### **a) Effectif**

L'effectif maximal du public admissible est déterminé selon les dispositions de l'article L 3 de l'arrêté du 5 février 2007 :

- une personne par m<sup>2</sup> de la surface totale de la salle, soit 170 personnes, (160 personnes au titre du public + 10 personnes au titre du personnel).

L'effectif maximal du public admissible est déterminé selon les dispositions de l'article X 2 de l'arrêté du 4 juin 1982 :

- en référence à la déclaration du maître d'ouvrage soit 75 personnes (60 personnes au titre du public + 15 personnes au titre du personnel).

b) Implantation

Bâtiment situé Goh Castel et accessible sur 3 façades aux engins d'incendie.

c) Isolement par rapport aux tiers

Tiers en vis-à-vis : habitation à plus de 12m

d) Construction – Aménagements intérieurs

Construction

Construction traditionnelle

Gros œuvre : en maçonnerie, stabilité au feu 1 heure ;

Planchers : dallage béton, coupe-feu 1 heure ;

Charpente visible : en bois, stabilité au feu 1 heure ;

Couverture : en zinc et étanchéité sur bac acier ;

Façades : peinture sur mur béton banché et bardage zinc ;

Distribution intérieure cloisonnement entre locaux et circulations : placostil ;

Distribution intérieure cloisonnement entre locaux : Cloison placostil + mur parpaing ;

Aménagements intérieurs

Revêtement du sol des locaux et des circulations: carrelage et sol souple PVC

Revêtement des murs des locaux et des circulations: toile de verre + peinture, faïence pour les pièces humides

Revêtement des plafonds des locaux, des circulations et des escaliers : dalles faux-plafond.

e) Dégagements

Exigible : 2 dégagements totalisant 4 unités de passage

Existant : 4 dégagements totalisant 9 unités de passage

Dispositions au titre du GN8 : Prise en charge des personnes en situation de handicap par le personnel.

f) Désenfumage

Sans objet

g) Électricité – Éclairage de sécurité

Éclairage de sécurité

Éclairage de sécurité d'évacuation et d'ambiance par blocs autonomes.

h) Ventilation – chauffage

Ventilation

VMC

Chauffage

Chauffage par pompe à chaleur air/eau.

Panneaux rayonnants eau chaude encastrés en faux-plafond pour la salle de réception.

Radiateurs à eau chaude (autres locaux).

i) Risques particuliers

Locaux à risques moyens : local poubelle, locaux ménage, local technique, local rangement chaises.

j) Moyens de secours

Alarme - alerte :

Équipement d'alarme de type 3(remise en lumière)

Téléphone urbain

Moyens de secours :

Moyens d'extinction : implantation d'extincteurs judicieusement répartis et adaptés aux risques

DAE : mairie annexe , distance 300m

Dispositions facilitant l'intervention des secours :

Affichage des plans et consignes d'alerte

Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) :

PI N° 47 à 200m , Q : 80m3/h

## **II. ESSAIS EFFECTUES**

Type d'essai	Résultat	Observations
Alarme	Satisfaisant	DM entrée rdj
Eclairage de sécurité	Satisfaisant	
DM vert	Satisfaisant	

## **III. REFERENCES REGLEMENTAIRES**

Cet établissement est assujetti aux prescriptions du Code de la Construction, article 143-1 à R 143-47, ainsi qu'aux dispositions des arrêtés modifiés :

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public (ERP),

Vu l'arrêté du 5 février 2007 modifié portant approbation des dispositions particulières du type L (Salles à usage d'auditions, de spectacles, de réunions ou à usages multiples)

Vu l'arrêté du 04 juin 1982 modifié portant approbation des dispositions particulières du type X (Établissements sportifs couverts)

## **IV. DECISION DE LA COMMISSION**

Suite à la présentation du rapport du groupe de visite, les membres de la Commission d'arrondissement ERP Lorient émettent un **AVIS FAVORABLE à la poursuite de l'exploitation.**

Les prescriptions suivantes devront être prises en compte :

N° Prescription	Prescriptions
2023 - 001	S'assurer que le PI n° 47 soit toujours en état de fonctionnement (répertorié comme HS registre de vérification des PI). (Art. MS 6)
2023 - 002	Lever les observations du rapport de vérifications des installations électriques.(Art. EL 19)
2023 - 003	Procéder à la vérification du four de remise en température. (Art. GC 22)

2023 - 004	<p>Faire signer une convention entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements. L'organisateur signataire de cette convention doit être capable d'assurer les missions définies au § 2a, b et c de l'article MS 46.</p> <p>En matière de risque d'incendie et de panique la convention doit comporter les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'identité de la ou des personnes assurant les missions définies ci-dessus ;</li><li>- la ou les activités autorisées ;</li><li>- l'effectif maximal autorisé ;</li><li>- les périodes, les jours ou les heures d'utilisation ;</li><li>- les dispositions relatives à la sécurité (consignes et moyens de secours mis à disposition) ;</li><li>- les coordonnées de la (des) personne (s) à contacter en cas d'urgence.</li></ul> <p>Par la signature de cette convention l'organisateur certifie notamment qu'il a :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;</li><li>- procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;</li><li>- reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.</li></ul> <p>Un exemplaire de cette convention doit être <b>annexé au registre de sécurité.</b> (Art. MS 46)</p>
2023 - 005	<p>N'entreposer que des tables et chaises dans le local prévu à cet effet (Art. CO 28 § 2)</p>
2023 - 006	<p>Vider de tout stockage le local technique du rdj (lave-linge et maillots foot entreposés) (Art. CO 28 § 2)</p>

Le Président,



Valérie Poulhalec

**RAPPEL IMPORTANT :**

Conformément à l'article R. 143-42 du Code de la Construction et de l'Habitation, Madame ou Monsieur le Maire devra notifier le résultat de cette visite et sa décision à l'exploitant, soit par voie administrative soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une Ampliation de ce document sera transmise au secrétariat de la commission de sécurité.

**« Les renseignements contenus dans ce procès-verbal font l'objet d'un traitement informatisé en application de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et à l'arrêté du 22 janvier 1998 relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste des établissements recevant du public »**